

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



La recherche-action et le contrôle du savoir Research-action and knowledge control La investigación-acción y el control del saber

Ricardo B. Zuniga

Numéro 5 (45), printemps 1981

La recherche-action : enjeux et pratiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034874ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034874ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Zuniga, R. B. (1981). La recherche-action et le contrôle du savoir. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (5), 35–44. <https://doi.org/10.7202/1034874ar>

Résumé de l'article

La recherche-action est l'expression des limites et des contraintes imposées au processus scientifique par son insertion dans les rapports socio-politiques. En tant que réalité sociale concrète, la valeur de la recherche-action est d'être un analyseur d'une conscience croissante des enjeux du contrôle du savoir.

La recherche-action n'est pas une nouvelle approche de la science ni une nouvelle méthodologie. Elle n'est novatrice du point de vue scientifique que lorsqu'elle est novatrice du point de vue socio-politique, c'est-à-dire quand elle cherche à replacer le contrôle du savoir entre les mains de groupes et de collectivités qui expriment un apprentissage collectif tant dans leur prise de conscience que dans leur prise en charge de l'action collective.

La recherche-action et le contrôle du savoir

R. Zuniga

Le défi d'avoir à partager par écrit des points de vue sur un sujet déterminé pousse à une réflexion, maintes fois révisée si le sujet revêt une importance pour soi-même et ravive une implication vécue. Dans mon cas, le fait de partager des idées sur la recherche-action m'a forcé à situer ma contribution en relation directe avec mon expérience vécue de travail. C'est seulement en enracinant ma pensée dans cette expérience que je peux mieux transmettre une intuition et organiser le sujet.

En tant que psychologue social, mon expérience de travail se traduit par une douzaine d'années de vie professionnelle au cours desquelles je me suis préoccupé de la formation scientifique et politique des adultes et des professionnels en milieu universitaire, et ce en tant que professeur et administrateur. En effet, au Chili, ce fut dans une école professionnelle de sociologie et comme militant et collaborateur des programmes d'éducation politique ; aux États-Unis, comme professeur dans une université municipale (City University of New York) et dans un collège syndical. Enfin, au Canada, comme professeur dans une école de service social, comme directeur de celle-ci, et comme directeur des études d'une faculté d'éducation permanente. Mon travail a toujours affermi mon option politique intellectuelle, celle de me méfier de la recherche des essences ou de définitions intrinsèques, pour chercher d'abord à *comprendre les conditions de production sociale d'une situation, les circonstances d'un besoin*. Dans le cas de la recherche-action, je voudrais com-

muniquer une réflexion qui exprime le malaise que je ressens face au sujet. Je crois pouvoir le synthétiser en ces termes :

1. Même si le discours de la recherche-action porte fréquemment sur le caractère novateur de ses méthodes, la signification de cette innovation ne se trouve pas tant dans l'aspect technique des méthodes employées, mais bien dans la remise en question des présupposés idéologiques implicites dans la recherche sociale habituelle. Traiter les participants comme des sujets actifs, affirmer la nécessité d'une connaissance simultanée et complète des produits de la recherche, défendre le critère d'utilité pour la communauté ou le groupe de participants sont autant de revendications à caractère socio-politique qui relèvent plus d'une théorie politique que des méthodes de recherche.
2. Si on choisit la perspective socio-politique pour cette analyse, il faudra reconnaître que le fondateur idéologique n'est plus Kurt Lewin, en tant que chercheur novateur, mais plutôt le courant d'activisme politique qui s'exprime par lui, et qui, avec Deutsch, Adorno et l'incorporation des sciences sociales à l'appareil militaire américain de la deuxième guerre mondiale, soutient un discours patriotique défendant, sans opposition d'ailleurs, l'intégration des sciences sociales à un projet politique officiel. Cette conception de la recherche-action se développe de façon intégrée à

la science « normale » ; au sens de Kuhn (voir infra), mais aussi en tant qu'expression d'un projet politique qui repose dans un consensus national pour désigner l'Allemagne nazie comme ennemi politique principal, comme mal absolu.

3. Si cette recherche-action reliée à l'option politique officielle est acceptée sans discussion, il existe une autre conception de la recherche-action qui se relie davantage à un projet politique critique, revendicateur et marginal. Il semble possible de revendiquer pour Paulo Freire le titre de deuxième fondateur de la recherche-action — mais d'une autre recherche-action, parce qu'elle est reliée de façon différente au projet politique dominant. Le pays producteur n'est pas les États-Unis, mais un pays sous-développé ; le contexte n'est pas un centre de recherche de renommée internationale, mais un projet chanceux d'alphabétisation des paysans les plus démunis ; les producteurs de l'expérience ne sont pas des universitaires porteurs d'une définition positiviste de la science pure, neutre et rigoureuse, mais des activistes défendant une conception humaniste et socialiste d'une science impliquée, engagée et généreuse. L'entreprise partage avec la première conception de la recherche-action le sens de la responsabilité sociale, l'option de mettre les ressources intellectuelles de la science au service direct du bien-être humain, mais elle s'en sépare totalement dans le rapport radicalement différent qu'elle entretient avec la société politique. Elle ne fait plus aucune confiance au projet politique officiel mais s'allie aux secteurs identifiés comme marginalisés, opprimés, fait cause commune avec leur destin et essaie de mettre le potentiel libérateur de la connaissance et de la science à leur service.
4. Ces deux courants de recherche-action coexistent. Le premier demeure en pleine santé, son potentiel d'action s'accroît même grâce au support des gouvernements ; il reste aussi ferme aujourd'hui dans ses intentions d'améliorer les conditions de vie des populations qu'il l'était à ses origines. Le second partage avec le premier des relations avec le milieu universitaire, mais ces relations sont beaucoup plus ambiguës et fragiles. Il se sait l'expression d'un projet politique

alternatif, toléré à condition de respecter les règles du jeu des milieux officiels (le caractère « apolitique » de la science et de l'université, le respect des « bonnes relations » des organismes de recherche tant avec le gouvernement qu'avec les organismes d'octroi des subventions). C'est dans cette atmosphère de risque permanent de déclencher un pouvoir répressif des organismes dans lesquels on travaille qu'origine une caractéristique fréquente de cette recherche-action : elle est trop souvent l'expression d'une *réaction défensive*, qui n'essaie pas tant de renverser la structure idéologique des rapports de force que de gagner « une place au soleil », un petit droit à l'existence marginale pour des conceptions, des pratiques et des acteurs résignés à leur marginalité sociale et politique.

5. C'est à partir de cette analyse qu'on peut revenir au premier point, pour affirmer que *la recherche-action fait le jeu d'une structure socio-politique de domination quand elle se présente comme une revendication d'assouplissement méthodologique* : elle en fait le jeu parce qu'elle laisse échapper une définition adéquate de l'enjeu et de sa propre raison d'être. Je crois que sa raison d'être, sa force se situent dans son rôle d'*analyseur des luttes pour le contrôle du savoir*, de dénonciation d'une idéologisation des sciences humaines qui fait d'elles des instruments politiques actifs dans une conception du social qui inclut trop facilement la dépossession de l'apprentissage collectif. De façon complémentaire, j'oserais dire que, tant par rapport à la raison d'être de cette revue qu'à la croissance des sciences humaines et sociales, il est important de reconnaître, d'un point de vue strictement scientifique, *le caractère non nécessaire de la rhétorique de la recherche-action*. Elle n'est pas une contribution essentielle à une définition de la science, elle n'ouvre pas de champs nouveaux et elle ne représente pas un élargissement de la panoplie des méthodes.

Mais, ceci dit à un niveau essentiel, abstrait, qui se ferait complice d'une idéologie de la science « pure » (on y reviendra), il me semble nécessaire de défendre avec ferveur le besoin concret, stratégique et fondamental de pousser la réflexion à l'égard de la recherche-action. La thèse que je voudrais défendre

peut être énoncée de la manière suivante : si la recherche-action existe, et s'il est même urgent d'investir dans son développement, c'est à cause des *restrictions non-scientifiques qui limitent le développement actuel des sciences*, spécialement des sciences humaines et sociales, en particulier lorsqu'elles cherchent à se définir comme *l'expression de la rationalité des pratiques sociales de changement*. Les sciences humaines et sociales se développent avec une autonomie tranquille seulement lorsque les productions et les actions qui en découlent sont en harmonie avec le système politique dominant ou, au moins, se situent à l'intérieur des marges de tolérance du système. Ce développement, qui se perçoit souvent comme apolitique, voit ses fonctions sociales démasquées quand des productions ou des actions, prétendant à un niveau équivalent de rigueur, apparaissent au grand jour. Dans le cas de la recherche-action, sa valeur en tant qu'analyseur des idéologies déguisées en science apparaît quand elle permet de reconstituer des faits démontrant le besoin d'une nouvelle lecture de la société ainsi que d'un réaménagement conséquent des rapports sociaux. Il faut cependant insister sur le fait qu'en prônant son développement on ne prend pas nécessairement l'option de la constituer en champ autonome, en objet d'étude unifié, en « chose », mais on indique plutôt une volonté de saisir les pratiques de recherche-action comme expression des enjeux socio-politiques reliés au phénomène de domination sociale et du contrôle du savoir. C'est l'option de ces réflexions.

*
* *

Au premier coup d'oeil, la recherche-action exprime la dynamique typique des néologismes avec trait d'union : on se rend compte que deux concepts sont reliés, et on essaie de les juxtaposer et de les souder à l'aide de la colle forte grammaticale. D'un côté, une « recherche » disconnected du réel concret, dépourvue d'efficacité et même d'orientation, refuge illusoire d'un « chercheur », enseignant et bureaucrate, qui gagne son pain avec son expertise technique. De l'autre, une action enthousiaste et bien intentionnée, qui trouve dans son activisme son critère unique d'efficacité (je ne sais pas si la chaloupe avance, mais au moins je sais que je rame de

toutes mes forces), ou qui se paralyse quand des personnes ou des institutions exigent d'elle une justification explicite.

Mais une réflexion plus poussée démontre que le problème ne trouve pas sa réponse dans un concept-synthèse, qu'il s'agisse d'une affirmation théorique (toute recherche vise la transformation du réel, toute action exige une conscience de sa propre rationalité), ou d'une recherche de méthodes qui assureraient par elles-mêmes une action satisfaisante (méthodes qualitatives, exigence des correctifs de participation et de transparence aux enquêtes, définitions consensuelles des objectifs et des acquis). L'analyse des recherches considérées par leurs promoteurs comme « actives » permet de comprendre des réalités autres que la recherche-action en tant que concept. On a plus l'impression que *la recherche-action prend sa valeur en tant qu'analyseur des dialectiques sociétales* plutôt qu'en tant qu'outil d'analyse. Peut-être les ambiguïtés qui entourent la définition formelle de la recherche-action, la délimitation de son champ et l'appareillage technique de son action sont-elles en elles-mêmes les indicateurs d'une orientation à prendre, qui est celle de ne pas octroyer au concept une valeur autre que celui d'*outil*. C'est dans cette perspective de réflexion que nous comprenons l'insertion de ce thème dans la continuité des préoccupations de la revue. Il ne représente pas un arrêt de réflexion méthodologique, et il n'est pas non plus une parenthèse d'outillage technique qui s'insère comme un coin entre des numéros orientés vers des champs spécifiques d'action. C'est en utilisant la recherche-action comme analyseur dans quatre enjeux de contrôle du savoir que nous espérons avancer dans la compréhension de sa réalité et de son potentiel.

L'action sociale des intervenants sociaux

Les schémas traditionnels de prestige professionnel (carrières telles que médecine, droit et génie) interagissent souvent avec les pseudo-critères de scientificité (« sciences exactes » vs. « sciences sociales », et « sciences pures » vs. « sciences appliquées ») dans la formation des intervenants sociaux, pour leur donner à la fois une conscience d'ignorance et une formation qui vise à les socialiser dans la structure idéologique de l'appareil social de la science

officielle plutôt qu'à les outiller pour leur action directe, les aider à prendre celle-ci en charge intellectuellement, et à l'enseigner à d'autres. Trop souvent la contribution principale d'un cours d'« introduction à la recherche scientifique » donné aux infirmières, aux travailleurs sociaux ou aux enseignants par un sociologue, ou, pire encore, par un statisticien, est celle de convaincre le futur intervenant que la recherche constitue pour lui une intrusion illégitime dans le champ d'expertise d'autres professionnels. Ainsi équipé pour le silence par la hiérarchisation du savoir, le praticien garde une perception craintive de ses droits à faire de la recherche, avec des haillons d'une méthodologie à saveur culinaire : pour faire de la recherche, il faut avoir une hypothèse ; il faut avoir des chiffres ; il faut présenter des pourcentages avec deux décimales même quand on parle de dix-sept cas. Le besoin le plus urgent dans la plupart des milieux des intervenants est simplement l'échange et la réflexion collective sur leurs pratiques ; la formalisation des échanges et la référence de ces pratiques à des cadres théoriques formels pourrait s'ensuivre mais elle ne peut pas être un point de départ. La contribution de la formation à la recherche scientifique est trop fréquemment la source du mutisme professionnel et de la dépossession des praticiens de leur voix individuelle et collective. On pourrait se demander si la cause de l'avancement des professionnels vers la réflexion et la compréhension de leur action professionnelle et de son impact n'aurait pas été mieux servie par une modification de leur formation à la « recherche », donnée par les diplômés de troisième cycle des sciences sociales, au profit d'une formation à la « communication sociale et professionnelle », donnée par des journalistes expérimentés.

Quand les intervenants sociaux décident de dépasser le silence et l'isolement, ils perçoivent la « recherche-action » comme une promesse à trois volets. D'abord, elle semble ouvrir une possibilité de « faire de la recherche » qui apparaît comme moins codifiée, moins ritualisée, et moins exigeante que les modèles appris à l'école. Elle semble aussi offrir des méthodes plus aptes à l'analyse synchronique des pratiques en cours, et plus simples à utiliser, parce que moins quantitatives. Enfin, elle semble inviter le professionnel à une collaboration plus égalitaire avec des spécialistes qui, dans cette optique, se présentent plus comme des techniciens d'appui que

comme des chefs de projets.

Il est difficile de dégager ce que le praticien retient de cette aventure : les résultats sont variables, et dépendent souvent du type de collaboration qu'ils réussissent à établir avec les experts. La seule affirmation qu'on pourrait faire avec assurance c'est qu'ils ne réussiront pas à trouver dans la littérature de la recherche-action un corpus de connaissances structurées qui pourrait leur servir d'appui complet. « Recherche-action » restera probablement pour eux une étiquette collée sur deux types de relations sociales : un effort de regroupement des intervenants pour se donner une voix, et un effort de collaboration avec des détenteurs de connaissances qui acceptent de les rendre accessibles. La recherche-action est, dans ce premier cas, l'expérience d'une collaboration intellectuelle centrée sur une augmentation de l'efficacité des actions professionnelles.

La révolte timide des intellectuels progressistes

La recherche-action prend une réalité toute autre si on l'envisage dans la perspective des intellectuels qui aspirent souvent du point de vue idéologique au qualificatif d'« organiques », mais qui, d'un point de vue brutalement sociologique, doivent aussi accepter celui d'« institutionnalisés ». L'intellectuel salarié ou dépendant des bourses ou des subventions a, en effet, à articuler la difficile conciliation entre sa vision et celle de l'institution où il travaille. Le dilemme est encore plus aigu quand son option politique est, en plus, en divergence avec celle de l'organisation. Si la solution la plus radicale est celle d'une dichotomie entre la vie salariée et la vie d'implication sociale, les formes les plus fréquentes et les plus prometteuses sont nécessairement ambiguës. La première consiste à garder une vie professionnelle publique unifiée qui coexiste avec un détournement caché des énergies, des ressources matérielles et du temps vers un projet autre, ignoré des supérieurs ou situé dans le domaine des ententes informelles de complicité avec le supérieur immédiat. La deuxième évite les désavantages émotionnels de la production simultanée de deux discours incohérents l'un par rapport à l'autre et les désavantages très matériels qu'entraîne la découverte du jeu. Elle consiste à chercher une justification explicite et un lien entre deux types d'obligation : faire de la

recherche qui puisse être reconnue comme telle, mais en même temps s'efforcer de l'utiliser comme un instrument au service d'une cause extra-scientifique, habituellement pour des groupes minoritaires, défavorisés ou politiques. Dans ce contexte, la recherche-action est une voie d'ouverture, un pont idéologique. Même si cette démarche est présentée comme un effort légitime d'adaptation et d'assouplissement des méthodes de recherche, son objectif ultime est plutôt d'établir une relation de cessez-le-feu entre deux univers de signification, deux rationalités de recherche, deux collectifs d'action. Les fruits de tels efforts peuvent aider à produire une entente ou une trêve entre des réalités qu'on pourra réussir à harmoniser. Mais les coûts de l'échec sont bien connus des conciliateurs : on peut se faire tirer dessus par les deux parties ou on peut être accusé par l'une et l'autre d'agir en « infiltré ». Indépendamment des résultats, la recherche-action devient, dans ce deuxième cas, un instrument qui permet d'éviter une confrontation idéologique et politique (instrument d'ailleurs tout à fait insuffisant pour remplir une telle fonction). Pire, elle peut exercer, indépendamment de ses intentions, une fonction sociale d'obscurcissement des enjeux de la confrontation.

Si l'on considère les deux stratégies dans leur ensemble, il est clair que, dans cet enjeu, la recherche-action joue le rôle d'instrument de solution d'un conflit idéologique ; il est clair aussi qu'elle représente une stratégie défensive, minoritaire, sans volonté d'opérer un redressement radical des distorsions idéologiques de la science. L'université, l'institut ou l'organisme d'octroi des subventions gardent leur définition de ce qui est scientifique, et de ce qui définit la qualité scientifique, soit l'appareillage technique et statistique, la formalisation des données, le contrôle des variables et la présentation destinée au public savant. Dans le meilleur des cas, la résolution de l'enjeu apparaît dans la revendication d'un droit à une existence institutionnelle marginale ; l'opération sera réussie si on parvient à orienter quelques ressources vers la « communauté ». Peut-être ce fruit humble est-il en soi un gain ; mais peut-être est-il aussi le bénéfice douteux d'une démission scientifique et politique. Les secteurs marginaux, périphériques ont d'autres responsabilités à exercer que de garder l'équilibre pour ne pas tomber à l'eau ou de réussir à détourner quelques ressources au profit de collectivités qui demeurent marginales.

Ne serait-ce pas même une obligation pour cette « périphérie » de porter au « centre » les faiblesses qu'on perçoit mieux quand on est sur la ligne de bataille ? Il se peut même que le centre de la construction scientifique n'ait pas le caractère réactionnaire ou bureaucratique de ses institutions, et que la communauté scientifique soit plus perméable à une critique constructive qu'elle puisse comprendre et respecter. Trop souvent, la résistance rencontrée par des groupes de recherche-action est le fait d'administrateurs et de bureaucrates qui disent : « votre travail n'est pas scientifique ». Il faut bien voir qui soulève un tel type d'argument pour ne pas octroyer le statut de porte-parole officiel de la science à toute personne ou institution détentrice d'un pouvoir politique et administratif et qui ne veut pas être dérangée. Par contre, trop souvent les critères de précision, de rigueur et de vérification, les critères d'honnêteté intellectuelle utilisés systématiquement par les sciences peuvent être subordonnés aux « besoins de la cause » ou à ceux d'une communication hâtive ou, tout simplement, au caractère peu scientifique d'une activité qui se présentait comme une activité de recherche. On en vient ainsi à crier à la persécution au sujet d'une idée qui a été mal ancrée dans le concret, mal formulée ou mal communiquée. Si le monde des sciences sociales est loin d'être une réalité fermée, il définit néanmoins des langages, des modes de construction des données et des normes de communication qui constituent un encadrement et on ne peut le piétiner comme s'il n'avait aucune valeur, sans en assumer les conséquences. Si, par contre, on respecte les rituels de communication et de courtoisie minimales afin de s'assurer d'être bien compris, il devient beaucoup moins difficile de se faire entendre, de découvrir des réseaux de support, même au-delà des frontières nationales et disciplinaires, et de faire avancer une perspective d'action. À mon avis, les praticiens et les chercheurs aux frontières de l'action ont une responsabilité plus audacieuse que celle que la recherche-action en tant que mouvement social a osé entreprendre. Et ce travail, qui ne doit pas nécessairement prendre pour modèle ni la résignation douce des martyrs chrétiens, ni la noble bellégerance de la charge de la cavalerie légère, doit ramener les acquis de la périphérie à un centre dans lequel on peut déjà retrouver des alliés.

La recherche-action comme société dépendante

Une troisième connotation de la recherche-action se situe à un autre niveau de discours, et reste limitée par la timidité avec laquelle elle est poursuivie. C'est celle de la contestation méthodologique impliquée dans le type de recherche faite au nom de l'action.

Les praticiens impliqués dans la recherche-action laissent souvent entendre leur insatisfaction à l'égard d'une panoplie de méthodes qui, au nom de l'objectivité, éloignent le chercheur de son objet et qui, au nom de la rigueur, éloignent la recherche des préoccupations des personnes qui constituent son objet et les écarte enfin du processus d'élaboration des résultats. Mais cette insatisfaction véhicule trop souvent à la fois un rejet de certaines méthodes ou outils et une reconnaissance à peine voilée de leur propre ignorance : « pour le questionnaire et pour les statistiques, on consultera quelqu'un — je n'y connais rien ». C'est sur la base d'une expérience passablement prolongée et variée en tant que formateur dans les sciences humaines et sociales que je crois fermement que la faiblesse fondamentale du champ s'enracine dans cette auto-déqualification respectueuse.

Les sciences progressent tant dans leurs contenus que dans leurs prises de conscience, mais leurs prises de conscience se répandent par un processus de diffusion bien précis — et on ne peut pas penser à leur progrès sans penser à leur diffusion.

Il y a longtemps que les sciences sociales ont connu leur réaction antipositiviste. Les C. Wright Mills, l'école de Frankfort, Gouldner, Popper et Polanyi font déjà partie des acquis, sans nouveauté ; mais sans nouveauté pour qui ? L'évolution du discours scientifique reflète le caractère radicalement inégal du développement d'un ensemble idéologique parfaitement intégré en tant qu'appareil, comme c'est le cas d'ailleurs de la production des connaissances scientifiques. Et même si c'est de manière brève, il faut rappeler trois dimensions de l'enjeu centre-périphérie :

1. L'identification de la communauté scientifique avec des communautés nationales dominantes

Pour un Latino-américain, pour un Africain, ou pour un Oriental, une formation scientifique dans

les sciences sociales est un choix entre l'anglophonie et ses caractéristiques scientifiques d'identification avec leur appareillage quantitatif, leur fonctionnalisme naïf et orgueilleux, la multiplication de leurs publications dans des périodiques qui s'arrogent un universalisme reconnu et légitimé par les organismes internationaux, et une francophonie orgueilleuse d'une identité sauvegardée entre les sciences sociales et la culture d'élite, de leur gauchisme élégant, et d'une subtilité critique qui placent le rôle des sciences sociales beaucoup plus près de la lecture du social que de la gestion de la société. Avec la langue, il faut accepter la problématique, et pour toute personne qui balbutie un discours scientifique sur « notre réalité nationale », les deux impérialismes scientifiques offrent la tolérance bienveillante ou même sympathique de leur ouverture d'esprit, à la condition préalable de l'acceptation d'une subordination qu'ils considèrent comme allant de soi. Et pour les sciences sociales, c'est le provincialisme des élites du centre qui est la vraie cause de l'écrasement des provinces. Si ces phrases ont un arrière-goût amer, elles s'en trouveront justifiées après une lecture des travaux sur la recherche-action réalisés dans des langues autres que le français et l'anglais. Les Freire, les Stavenhagen, les Fals-Borda ont payé le prix de leur double appartenance scientifique, et leurs produits portent les cicatrices de leurs tensions, de leurs tiraillements, de leur compromis et de leurs recherches de synthèse au-delà de la réalité explorée par une science impérialiste.

Les expériences de recherche-action dans le Tiers-monde peuvent fournir quelques pistes pour mieux comprendre la genèse du courant critique de la recherche-action. J'appuierai mes réflexions sur un survol des contributions venant de l'Amérique latine.

On pourrait essayer, à un niveau sûrement très global de synthèse, de décrire le contexte et la finalité des contributions à la recherche-action, telles qu'elles sont illustrées, par exemple, par le colloque de Cartagena de 1977.

a) Du point de vue des *conditions sociales objectives*, on retrouve dans le contexte latino-américain des années soixante et soixante-dix quelques caractéristiques qui ont favorisé tant un développement rapide des sciences sociales que la recherche de formules réalistes qui pourraient être pertinentes pour

un renouveau de l'action sociale. Les problèmes sociaux vécus ou au moins connus : misère, conditions de vie insupportables, exploitation et coûts de la dépendance... sont si évidents que la discussion ne porte pas sur la nécessité ou non du changement social, mais sur les moyens de le réaliser. Tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique reconnaissent le principe de la nécessité de changements profonds. Les politiques internationales imposent des modèles de développement économique et social, et des organismes tels que l'Alliance pour le progrès et les groupes de volontaires pour le développement communautaire, qu'ils soient américains, canadiens, allemands ou suisses, véhiculent une conception du changement social à la base, par l'intégration des marginaux au système politique. Les États-Unis soutiennent les courants promoteurs d'une transformation sociale tranquille, et trouvent des alliés dans les partis démocrates-chrétiens et certaines figures progressistes telles que Gallo-Plaza, Frei, Castro. Cette aide internationale, pour laquelle l'UNESCO et l'OIT jouent des rôles importants dans la création de nouvelles élites intellectuelles et ouvrières, prépare et solidifie une position d'équilibre entre les oligarchies traditionnelles et les partis politiques ouvriers. Dans le champ scientifique, ces élites permettent le développement d'une pensée de centre-gauche et de gauche qui essaie de faire une synthèse entre la méthodologie reçue des Américains et l'analyse sociale française et allemande, développe et transforme la théologie catholique et découvre en elle les germes d'une théologie de la libération, récupère la vision humaine du Marx des écrits de 1844 et des marxistes polonais et, enfin, travaille avec des partis marxistes ouvriers dans la production d'une analyse qui n'est pas bien reçue par les gouvernements mais qui fait tout de même partie des matières de l'enseignement habituel dans les universités de plusieurs pays. La diversité, souvent respectée, des positions politiques, permet la coexistence d'une grande variété de versions politiques de la production des connaissances scientifiques, qui va des facultés de droit pour la droite, jusqu'aux écoles de sciences sociales et d'éducation que se partagent les démocrates-chrétiens et la gauche. La légitimité d'une science sociale en tant que pratique sociale de la gauche est enseignée et recherchée dans de nombreux centres de recherche, et une littérature abondante défend une conception

marxiste de la science et démontre la fertilité d'une telle perspective d'analyse.

b) Dans cette atmosphère de légitimation concurrentielle des pratiques scientifiques, les sciences sociales de gauche vivent au *niveau subjectif* et de façon aiguë des efforts de synthèses impossibles, mais nécessaires. Les intellectuels restent reliés, par leur formation, aux cultures dominantes, d'où ils tiennent leur crédibilité, et la plupart d'entre eux ont appris à vivre dans deux cultures : ils ont une formation intellectuelle acquise en France ou aux États-Unis, mais ils sont aussi des exilés politiques, ayant fait leurs preuves dans les luttes populaires des partis ouvriers de leur pays d'origine. Ils vivent un tiraillement tant au niveau de leur formation que de leur expérience politique, si bien que leur contribution analytique est regardée avec soupçon par les personnes impliquées entièrement dans l'action politique directe, et leur militance est perçue par leurs collègues comme une fuite dans l'activisme. Leurs étudiants parlent un langage multiple et contradictoire, toujours plus à jour, parce qu'exposés à une variété des courants, et toujours plus intransigeants face à ce qu'ils perçoivent comme des compromis idéologiques insupportables.

c) Un troisième angle d'analyse est celui de la *socio-politique des sciences* en tant que stratégie scientifique des intellectuels progressistes ou des militants marxistes. La contribution brésilienne, mexicaine, chilienne, péruvienne et argentine est d'abord une prise de position militante au niveau théorique. Pour Freire, dos Santos, Dorffman, Vasconi, Veron, de Ipola, Castells, Mattelart, la lutte revendicatrice d'une pratique scientifique se justifie dans la dénonciation de l'idéologie politique transmise en « contrebande » dans la méthodologie positiviste et dans les programmes internationaux de coopération scientifique. En effet, c'est dans la lecture de la rationalité de l'État capitaliste qu'on situe l'enjeu des pratiques scientifiques novatrices et c'est dans l'analyse de l'idéologie qu'on trouve la dynamique des pratiques de conscientisation et de construction d'un projet socialiste de société. La recherche-action n'est pas définie comme un développement homogène de formes d'action : elle est conçue et conceptualisée comme une rupture socio-politique qui sépare les parasites idéologiques de la science en tant

que démarche du savoir. On a un projet de recherche différent parce qu'on a un projet politique différent. L'innovation ne dérive pas des développements méthodologiques : elle est le produit de la rupture explicite et critique avec le projet politique dominant qui est défini comme une source de distorsion des pratiques scientifiques. À une science de droite on n'essaie pas d'opposer une science de gauche : on désire plutôt procéder à un nettoyage du processus scientifique afin de contribuer simultanément (et de façon inséparable) tant à la construction d'un projet politique alternatif qu'à un développement de pratiques scientifiques qui pourraient faire avancer la rationalité, la rigueur et l'honnêteté de ce développement.

2. *Les hiérarchies de contrôle entre les sciences « pures » et les sciences « appliquées », et entre les sciences « de la nature » et les sciences « sociales »*

L'investissement grandissant des sociétés modernes dans les sciences, directement relié à la production de moyens techniques de production et à l'essor conséquent de ces champs, a consacré le rêve positiviste et les affirmations idéologiques qui veulent que la fécondité d'une démarche scientifique dépende de la distance que le chercheur impose entre lui-même et son objet de recherche, de sa neutralité politique et sociale (au moins au niveau des intentions) à son égard et de l'exactitude de ses mesures. Quand ces trois postulats se voient haussés au niveau des principes empiriquement vérifiés, nous sommes en présence d'une science sans humanité explicite, sans sens critique métascientifique, et sans conscience critique de sa propre démarche. L'effet se répète : la périphérie perd ses droits à être différente et le schéma se reproduit dans les relations entre les facultés de « sciences exactes » et les facultés de sciences sociales, mais aussi entre les départements disciplinaires et les écoles professionnelles, entre les professeurs des cours théoriques et les professeurs de pratique et entre les « professeurs » ou les « chercheurs » et les « praticiens ». C'est à travers cette chaîne de dégradation de prestige que se pose le contexte de l'évaluation d'une dimension de la science qui ne peut que rester condamnée à l'infériorité tant que le schéma de valorisation n'est pas remis en cause.

3. *La transmission de la science comme colonisation dans l'anachronisme*

Une objection facile à cette vision socio-politique conflictuelle de la recherche-action réside dans le fait que la bataille à laquelle elle invite est, dans les faits, déjà gagnée. Une fois de plus, les Wright Mills, Lewin, Popper, Goudner, Habermas, Polanyi, Freire, Dahrendorf, Moscovici, Bourdieu, Campbell, Tournain et Feyerabend font la parade triomphale de l'institutionnalisation de la science critique, socialement consciente, et prête à une flexibilité exigée pour une meilleure adéquation au réel concret et à l'action. Mais un retour à l'analyse de la socialisation scientifique telle que pratiquée dans la formation des intervenants sociaux peut éclaircir une autre racine de croissance de la recherche-action comme enjeu de confrontation dans le contrôle du savoir.

Peut être un retour attentif à Kuhn peut-il nous permettre de récupérer sa contribution complémentaire à celles de Freire et de Bachelard par son esquisse de la transmission de la « science normale ». Si la science est pour le scientifique un champ de bataille (ou au moins d'escarmouches), la science qu'on présente au novice est loin de transmettre cette vision dynamique, conflictuelle, confuse et en révision continue. Le novice est confronté, dès son premier cours d'« Introduction à la recherche », à un construit achevé, ésotérique, réglé, unifié, qui ne demande rien de moins qu'une acceptation totale et n'offre rien de moins que « la » méthode unique pour atteindre la connaissance certaine. Le gros bon sens sait déjà que la science a triomphé, et qu'elle a triomphé grâce à « sa » méthode (toujours au singulier). De plus, cette méthode exige l'effort d'une transition à un monde autre que celui des connaissances populaires, des apparences du réel vécu et de ses façons habituelles de réagir. La promesse est triomphaliste : la « science » peut ou pourra tout faire. Et le déroulement de l'histoire de cette science est celui d'une continuité parfaite, sans conflit, sans dilemme moral. Pour la recherche-action, c'est la romantisation de Kurt Lewin et de ses disciples. Leur implication sociale est claire, le dilemme politi-

que (Roosevelt et son « New Deal » contre Hitler et sa race supérieure) est clair ; le rôle des forces armées et des services d'intelligence gouvernementale en tant que parrains de droit de la recherche « socialement utile » est laissé élégamment de côté.

La méthode de transmission de cette science unique, pure et parfaite peut se retrouver analysée en détail chez Freire et Fanon. C'est l'éducation bancaire de l'ignorant, c'est l'endoctrinement du sujet passif, sujet-cruche, sans dot et sans histoire, sans vécu, sans projet personnel, sans classe sociale et sans patrie. C'est une éducation à la science comme méthode, qui l'éloigne de sa capacité de bâtir la problématique de sa propre démarche et d'être un instrument de subversion de certitudes pratiques et politiques. Ce qu'elle laisse tomber de la science est ce que la recherche-action essaie confusément de récupérer dans la formation scientifique soit : la *défense de la science comme démarche radicalement « problématique » et critique, comme démarche enracinée dans les pratiques sociales d'une formation sociale donnée — et, en conséquence, démarche historique, politique, idéologique et conflictuelle.* C'est cette défense qui confère à la recherche-action des valeurs scientifiques fondamentales, soit : l'exploration dans la recherche des alternatives, la démarche de transformation de l'expérience directe en connaissance, la recherche concomitante d'une communication et d'une diffusion efficaces, la constitution d'une communauté de pensée et de planification de l'action et la remise en question des connaissances, dans une démarche ininterrompue pour enraciner les convictions dans le réel, et cela, même si le coût en est le changement. C'est aussi la revendication, implicite dans la recherche-action, de la sauvegarde d'un sujet critique qui est sujet unique, acteur et penseur, intelligent et donc source de connaissances scientifiques, capable de penser de façon critique, expression d'une réalité sociale historique, potentiellement libre et sujet de droit, avec des droits à comprendre, à connaître et à choisir sur tout ce qui affecte sa vie, y inclus la construction d'un projet de société et de sa mise en oeuvre. La recherche-action est dans ce troisième enjeu une ébauche de révision radicale de la construction des sciences, et c'est en tant qu'instrument de confrontation des déformations idéologiques de la construction des connaissances scientifiques, vraies et transformatrices de monde qu'elle trouve tant sa vocation que sa responsabilité.

Les dangers d'une science trop pratique

Nous avons déjà fait mention des dangers d'attribuer à la recherche-action une originalité difficile à revendiquer et surtout difficile à opposer à celle qui est de fait le patrimoine des sciences sociales dans leur ensemble. Une autre erreur dangereuse serait de définir la recherche-action comme recherche efficace, qui fait quelque chose de réel, et de proposer cette efficacité comme un idéal à imiter.

Le caractère pratique et socialement utile des sciences sociales leur est intrinsèque, et il est normalement très clair. Quand Kurt Lewin affirme qu'il n'y a rien de plus pratique qu'une bonne théorie, il est loin d'être seul. Et, en plus, il est loin d'exprimer une intuition de solitaire : il est en train d'exprimer une réalité que les États modernes comprennent et utilisent, et ont même tendance à rendre obligatoire. On pourrait dire au bénéfice des chanteurs naïfs des louanges de la « recherche-action » que le jour de gloire s'en vient, et que dans très peu de temps, la « recherche-action » sera le seul type de recherche permise, voire subventionnée. Si le chercheur accepte que « faire de la recherche » est, en plus d'être l'expression de la liberté et de la curiosité essentielle de l'esprit, l'activité quotidienne des intellectuels salariés ou subventionnés directement ou indirectement par l'État pour la production des moyens de gestion du social, la popularité croissante de la recherche-action devrait nous poser quelques questions. Même au risque de souffrir de dyspepsie et de tomber dans un marxisme un peu formel, il n'est pas inutile de relier la production des connaissances scientifiques au concept d'appareil idéologique d'État. À cause du financement direct ou légèrement déguisé d'indirect (les universités, les institutions subventionnées par l'État et les organismes parapublics de subvention de la recherche), du contrôle efficace de l'utilisation de ces fonds, de l'évaluation de son efficacité par des critères d'effets multiplicateurs et de rentabilité, de son orientation par une idéologie diffuse (les chercheurs sans militance partisane) et de sa direction plus ou moins disconnectée de la politique contingente, *la recherche-action ne peut pas se permettre de croire à sa propre autonomie.* C'est seulement dans l'analyse honnête de ses déterminations qu'elle pourra définir ses marges de manoeuvre et en conséquence son pouvoir réel de modifier les structures de domination qui encadrent les

groupes populaires et de citoyens en ce qui touche la récupération de leur compréhension de leurs conditions concrètes de vie et leurs propres possibilités de les reprendre en main.

*
* * *

En guise de conclusion, la recherche-action n'est, à mes yeux, ni simplement le mouvement simple de redonner la parole aux marginaux ou l'efficacité à des intellectuels, ni une nouvelle ère de progrès de la science. En tant que réalité sociale concrète, la valeur de la recherche-action est celle d'analyseur d'une conscience croissante des enjeux du contrôle du savoir. Elle est un phénomène marginal dont l'action se situe aux frontières et sa fonction première ne peut être autre que celle de légitimer socialement et politiquement un secteur sociétal qui vit une ambiguïté de définition et cela même si ce secteur inclut tant l'auteur de cet article qu'une bonne partie de ses lecteurs probables. *La recherche-action est l'expression des limites et des contraintes imposées au processus scientifique par son insertion socio-politique dans les rapports sociaux d'un mode de production donné*

— *le capitalisme monopoliste d'État*. Elle a comme potentiel celui de contester la cooptation idéologique qui oriente, contrôle, limite et subordonne la production, la diffusion et l'utilisation des connaissances et des pratiques scientifiques à un projet politique érigé en dominance. En tant qu'expression des groupes sociaux marginaux par rapport aux élites dominantes, elle exprime leurs ambiguïtés et leurs dilemmes de recherche simultanée de contestation et de légitimation. *La recherche-action est novatrice du point de vue scientifique seulement quand elle est novatrice du point de vue socio-politique*, c'est-à-dire quand elle cherche à replacer le contrôle du savoir entre les mains des groupes et des collectivités qui expriment un apprentissage collectif tant dans leur prise de conscience que dans leur prise en charge de l'action collective. C'est aussi dans ce sens que la recherche-action est l'expression d'une réflexion sur l'action communautaire.

Ricardo B. Zuniga
*Faculté d'éducation permanente et
École de service social
Université de Montréal*